



VINGT-SEPT SIECLES IMMORTELS



La tragédie et les gloires de l'Europe, voilà deux des nombreux arguments abordés par Constantin Dragan dans son intervention au Congrès de Salamanque.

La tragédie: les divisions et l'union encore incomplète de ce continent qui doit être — de l'Atlantique à la Mer Noire — un seul grand pays avec sa propre économie et sa propre défense, intégrées dans une indépendance complète.

Les gloires: des millénaires d'histoire et de culture qui placent l'Europe à l'avant-garde du monde civilisé, une supériorité qui, comme c'est la règle, a suscité et suscite encore envie, hostilité, incompréhension.

Il est évident que la conclusion de la seconde grande guerre, en 1945, a marqué une éclipse temporaire de l'Europe mutilée, follement condamnée aux « frontières punitives » tracées par Churchill à Jalta, avec une Allemagne coupée en deux et plus de 100 millions d'Européens livrés à la cupidité stalinienne comme on jette, au zoo, au singe qui vient d'amuser les badauds, une poignée de cacahouètes.

Est-ce là ce qui a fait la « grandeur » des trois « Grands » ?

En réalité nul des trois n'avait compris qu'une juste paix est encore plus difficile qu'une bonne guerre et que ce n'est qu'en oubliant les rancœurs qu'on écrit de « grandes » pages d'histoire.

Et si l'on veut parler de « grandeur », il faut revenir deux mille ans en arrière, à la « pax romana » qui ne construisait pas sur la vengeance mais sur la générosité.

Constantin Dragan a dit justement que « l'Europe est un mélange de civilisation latine et d'éléments germano-nordiques plus quelques rares groupes slaves européens », ajoutant que l'esprit européen, c'est-à-dire l'Occident (qui s'oppose à l'Orient asiatique) est le résultat d'une civilisation méditerranéenne romanisée. Cette civilisation s'est étendue sous diverses formes sur toute la surface du globe: elle est une réalité psychologique, morale et politique indestructible, immortelle.

Il faut donc effacer les conséquences de Jalta, redonner l'Europe à l'Europe. A ce propos, Constantin Dragan a souligné ce que sont les véritables frontières de l'Europe: la ligne qui suit le 30ème méridien Est, de la Finlandie à la Mer Noire et Constantinople en d'autres mots, de Brest à Bucarest.

C'est là l'Europe que nous voulons unir dans ses frontières naturelles, en délivrant les peuples de l'Est de l'exploitation et du joug russo-soviétique.

Ceux qui croient en l'avenir de notre continent doivent avoir une idée bien nette de ses frontières, de son histoire, de ses droits et ne doivent pas ignorer quels sont ses ennemis. Et ils ne doivent pas oublier que Jalta n'a été qu'une tragédie et folle erreur qui a terni, ces vingt dernières années, les 2.720 ans de rayonnement européen.



GIUSEPPE PETRILLI

Commissaire de la Communauté Economique Européenne (1958-1960)
Président du Conseil Italien du Mouvement Européen (1964)

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOËL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Livio LABOR, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Pierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents:** Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	
Nouvelles Equipes Internationales	
Union des Résistants pour une Europe Unie	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	DENIS DE ROUEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges)	HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

Réalités communistes et réalités européennes

LE PARAVENT CHINOIS

La Russie stimule les inquiétudes du monde libre au sujet de la Chine: en exagérant à dessein le péril qu'elle représente, elle veut détourner d'elle-même l'attention de l'Occident. De cette façon, elle espère masquer son action qui tend vers ce but suprême: la destruction du monde non communiste.

Le conflit idéologique avec la Chine ne rend pas la Russie plus européenne qu'avant. Staline aurait pris exactement la même attitude envers la Chine atteinte par la maladie infantile du communisme, le « gauchisme ». Si en apparence la Russie semble se rapprocher de l'ouest c'est parce que l'intérêt immédiat du pouvoir communiste est de combattre le « gauchisme » chinois qui risque de précipiter la désintégration mondiale du communisme.

« gauchisme » et nationalisme

En effet, dès le début de son existence, le communisme s'est trouvé aux prises avec les deux maladies: le « gauchisme » désigné sous le nom de maladie infantile et le nationalisme bourgeois désigné souvent sous le terme vague de « déviationnisme ». La maladie infantile peut amener la perte du communisme du dehors, cependant que le déviationnisme peut la provoquer de l'intérieur même du parti. Tant que cela se passe dans les limites d'un parti national, la dictature du prolétariat dispose de tous les moyens efficaces de guérison, mais à l'heure actuelle il s'agit du géant rouge chinois qui souffre de la maladie infantile et les Russes n'ont pas assez de fidèles ou, du moins, pas assez puissants pour pouvoir appliquer la cure nécessaire. En tant que gardien attitré du communisme devenu système d'Etat, la Russie essaie d'agir du dehors afin de limiter les dégâts et, pour ce faire, il n'y a qu'une solution: créer une maladie plus facilement guérissable, une maladie qui inspire confiance au monde et ce ne pourrait être que le nationalisme bourgeois. C'est dans le cadre de cette maladie que les Russes inoculent adroitement à leur système, que s'inscrit leur discrétion quant à la guerre de Vietnam, leur préférence pour la Ve République Française et l'éloge du passé bourgeois historique dans les pays communistes d'Europe. En d'autres mots, le communisme se range, se rattache à la tradition qu'il avait une fois détrônée, et acquiert une res-

pectabilité qui doit nécessairement contraster avec la violence et la barbarie du communisme chinois et de la « révolution culturelle ». Ceci est de nature à écarter le danger du réveil de conscience de l'anti-communisme européen. La Chine inquiète le monde libre; à cause d'elle et de sa « révolution culturelle » se pose à nouveau la question du danger communiste, mais la Russie réagit. Elle fait en sorte que le monde libre soit inquiet au sujet de la Chine, mais pas au sujet du communisme et c'est pourquoi les dirigeants soviétiques ne dénoncent pas la maladie infantile du parti chinois; cela ne suffirait pas car le problème resterait encore communiste et le monde libre a besoin d'être tranquilisé, d'être rassuré. Cela n'est possible que si l'on dénonce le régime chinois comme un régime non communiste afin qu'il contraste avec le seul régime communiste, celui des Russes. De cette façon, l'attention est dirigée sur la Chine mais pas sur le communisme. Si les dirigeants Russes dénonçaient la maladie infantile au lieu de dénoncer le caractère non communiste des Chinois, le monde libre ne tarderait pas à s'apercevoir que malgré ses « entorses », la Russie reste la même puissance communiste qui a pour but suprême la destruction du monde non-communiste et que tout ce qu'elle désire c'est de guérir le communisme chinois de sa maladie infantile afin de le faire participer à la « lutte finale ».

Défense du communisme

La Russie se trouve donc à l'heure actuelle dans le rôle juste qui lui revient de droit: le défenseur du communisme comme formule d'Etat, de ses intérêts à longue échéance. Ses théoriciens et ses diplomates méritent l'admiration pour la qualité de l'entorse... mais l'Europe? Les intérêts et les destinées de cette Europe qui n'arrive pas à voir le soleil de son histoire à cause de l'ombre que le communisme maintient au-dessus d'elle? Où en est-elle cette Europe

EUROPEISME ANGLO-SAXON



L'« européenisme » du Président Johnson est plus prudent et circonspect que ne l'est sa politique « américaine » au Vietnam. Le communisme est donc moins gênant en Europe qu'il ne l'est en Asie? Oui, sans doute, si le commerce anglo-saxon se développe

vers les Pays de l'Est « dont il ne s'agit pas de renverser les gouvernements... »

Il est toujours à souhaiter que les Etats Unis portent un intérêt actif et sincère à l'Europe. Les destinées du monde libre ne sauraient être assurées que dans cette dualité morale, politique et économique. Pourtant, lorsqu'en octobre dernier le Président Johnson a presque défini l'euro-péanisme américain, si l'on peut dire, nous avons eu l'impression qu'il ne s'agissait pas entièrement de l'euro-péanisme que les Européens sont soucieux de pratiquer.

Le Président Johnson a parlé d'un « vent du changement » (le « wind of change » de M. Macmillan) qui souffle en Europe orientale. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer dans les colonnes de ce bulletin ce que nous pensons de ce « vent du changement »: une « entorse » tactique communiste destinée à renforcer le pouvoir d'un régime imposé à des nations qui n'attendent que l'occasion propice pour s'en défaire. Le Président américain s'est hâté d'ajouter que

l'objectif des Américains, en se tournant vers l'Europe de l'Est, n'est pas de renverser leurs gouvernements. C'est une affirmation sage, diplomatique et responsable, sans doute, mais elle sonne douloureusement dans les oreilles des millions de captifs, pour ne parler que d'eux. Ce qui nous paraît moins sage et moins responsable, c'est la suite de cette déclaration d'intention: « aider les Européens à bâtir un continent dans lequel les peuples d'Europe orientale et d'Europe occidentale travailleraient ensemble pour le bien commun ». Cela nous rappelle la solution médicale selon laquelle on apprend au malade incurable à vivre plus ou moins confortablement avec sa maladie. On se demande qu'est-ce que les captifs penseront de ce principe d'euro-péanisme américain, sain peut-être, diplomatique et nécessaire, mais pas du tout euro-péiste et surtout, pas du tout semblable à l'image que les captifs se font d'un Europe sans terreur communiste. Qu'il nous soit permis de rappeler ici que l'Europe sera un jour l'Europe de tous les Européens y compris les captifs et que ceux qui sont libres aujourd'hui n'ont pas le droit de concevoir l'image d'une Europe qui accepterait leurs chaînes dans l'espoir qu'elle seront un jour trop rouillées et se briseront d'elles-mêmes.

Un malade incurable

Lorsque le Président Johnson affirme encore que la division entre l'Est et l'Ouest « doit être surmontée avec l'accord des pays d'Europe orientale et de l'Union Soviétique »,

Le paravent chinois

(suite)

qu'on essaie déjà de convaincre que la Russie la cherche à cause du « danger » chinois?

En ce qui nous concerne, l'Europe est toujours là où elle était au temps de l'affaire de Cuba, au temps du blocus de Berlin, c'est-à-dire, à l'heure du danger, avec la différence qu'à cause du péril dans lequel la Chine a placé le communisme, la Russie a appris un peu plus, s'est perfectionnée et arrive maintenant avec succès, à faire croire qu'il y a le communisme mûr, le communis-

me devenu régime d'Etat et la caricature chinoise dont la Russie se dissocie, bien entendu. Elle sait se taire sur le fait que chez elle comme chez les Chinois il s'agit du même communisme et qu'elle espère bien que la maladie infantile guérira bientôt pour que le communisme ainsi renforcé reprenne sa marche triomphale. Lénine a enseigné aux Russes son grand principe: « Un pas en avant, deux pas en arrière » et les Russes voudraient bien l'enseigner à leur tour aux communistes chinois qui refusent: voilà la querelle, mais pour l'Europe rien n'est changé.

MICHEL DE LA VENTOLIÈRE

nous sommes tentés de demander: « Comment fera-t-on pour avoir l'accord de l'Europe orientale, puisqu'il s'agit de ne pas renverser les gouvernements s'y trouvant? » S'il ne tenait qu'à l'Europe orientale la division cesserait demain, mais nous savons qu'il en va autrement lorsqu'il s'agit de consulter la Russie ou de lui demander la permission de consulter l'Europe orientale. Cette fois-ci nous avons nettement l'impression qu'il s'agit vraiment d'apprendre au malade à vivre avec sa maladie, car il paraît être déclaré incurable.

Dans la perspective de cette profession de foi « européenne », nous sommes en droit de nous demander aussi si le développement du commerce Est-Ouest n'arriverait pas plutôt à renforcer le communisme, en rendant ainsi plus viable la division.

Que dire aussi du souci sincère sans doute, du Président Johnson de voir la Grande Bretagne dans « une Europe de plus en plus ouverts » et ayant « des liens étroits avec les Etats-Unis »?

Une affaire qui concerne uniquement les Européens

On sent qu'il s'agit moins d'europhobie que du souci légitime de promouvoir les intérêts de la sphère anglo-saxonne, et on s'étonne de tant de maladresse de la part d'une personne si bien intentionnée. Tout d'abord, il ne tient qu'à la Grande Bretagne de se trouver demain dans le Marché Commun en signant le Traité de Rome sans autre formalité ou discussion; ensuite, les liens « étroits » avec les Etats Unis, se trouvent assurés dans la structure même de l'europhobie et le Président Johnson devrait savoir que ces liens seront étroits et indestructibles tant qu'ils seront ceux de partenaires égaux.

Malgré la sincérité et le sens légitime de ce souci, le Président américain n'aide guère lorsqu'il le proclame avec tant de force; ceci rappelle trop la politique de sphère — la politique d'exception — la politique des liaisons « spéciales » qui ne rassure pas les europhobes.

Pour prouver que la notion de « partenariat égal » est bien comprise outre-Atlantique, les Etats Unis devraient admettre avec philosophie et discrétion que l'entrée de qui que ce soit dans le Marché Commun est une affaire qui concerne uniquement les Européens et que le visage de l'Europe de demain reste aussi une affaire uniquement européenne. La réciproque est valable quant à l'entrée de qui que ce soit dans l'Organisation des Etats Américains et quant au visage de l'Amérique de demain.

M. de L. V.

LETTRES D'ANGLETERRE

de C. Michael - Titus

Timeo Danaos...

Si M. Wilson réussit à mener l'Angleterre dans le Marché Commun et si de ce fait, la production britannique augmente d'au moins la moitié de ce que les pays membres ont augmenté la leur, l'année dernière, le programme travailliste pourrait alors être réalisé en entier. L'Angleterre deviendrait ainsi un pays socialiste grâce au « don » qu'elle aura fait d'elle-même au Marché Commun.

Si puérile qu'elle paraisse, cette idée, est malheureusement l'idée maîtresse de la philosophie européenne de circonstance des théoriciens travaillistes. La revue « Socialist Commentary » l'étalait en décembre dernier avec luxe de détails et de nuances sous la signature d'un député travailliste. Quoique ce député se hâtât d'affirmer que l'Angleterre aurait avantage à devenir un Etat européen dans tous les sens, on comprend vite quelle est la nature de cet Etat européen dont les Travaillistes rêvent: non seulement la liaison « spéciale » avec les Etats Unis ne devrait pas être oubliée, mais le devoir serait encore d'exercer au sein du Marché Commun, une influence favorable aux Etats Unis, car, comme le député en question suggère, ces derniers préféreraient un allié sûr au sein d'un organisme aussi important que le Marché Commun, à la place d'un ami fidèle mais nécessairement.

Nous voici donc en face de ce que les Travaillistes anglais se font comme image d'une Angleterre européenne. Ce serait tout d'abord, l'Angleterre d'un parti politique, une Angleterre qui se trouverait dans le système européen par nécessité tactique de parti et point du tout pour des raisons nationales; ce serait encore une Angleterre qui n'agirait pas toujours pour son propre compte ni dans son propre intérêt, car il y aurait cette liaison « spéciale » qu'il ne faut pas oublier et cette influence favorable aux Etats Unis qu'il faudrait créer dans le Marché Commun. Il s'agirait donc d'une Angleterre qui ne serait point la vraie. Elle n'existerait que dans l'imagination des Travaillistes anglais où elle est d'ailleurs en train de poindre. Ce serait une Angleterre qui embarrasserait les Etats Unis aussi bien que l'Europe, une Angleterre anti-européenne qui aurait pris sur elle de servir les intérêts des Etats-Unis sans qu'on le lui ait demandé.

Les Travaillistes devraient apprendre qu'on n'entre pas dans le Marché Commun afin de pouvoir mieux accomplir un programme po-

litique de parti, mais afin de confirmer l'appartenance à l'Europe et de donner une expression nationale à des idéaux qui sont communs aux Européens. On n'entre pas, non plus, pour agir pour le compte d'une autre puissance, mais pour penser, agir et prévoir pour le compte de l'Europe. C'est l'éthique de l'Europe qui le veut.

L'article publié par « Socialist Commentary » en décembre dernier est venu à propos pour avertir les Européens, une fois de plus, que lorsqu'ils parlent d'entrer dans le Marché Commun, les Travailleurs anglais deviennent une menace pour l'Europe parce qu'ils y entreraient dans l'espoir d'engraisser la collectivisation de l'Angleterre à la source de la prospérité européenne et de servir autant que possible d'autres intérêts que ceux de l'Europe.

Le « grand tour »

Le « grand tour » de M. Wilson c'est le tour du camelot et puisque pour lui le Marché Commun continue à être une vaste foire de denrées, de bétail et d'outils, voir M. Wilson en camelot c'est placer toute l'affaire dans son juste cadre, car le Premier britannique cherche en Europe exactement ce que le camelot cherche au marché: des badauds qui finissent par être éblouis par la camelote et qui paieront, sans le savoir, de vrais prix d'exception au malin sire.

M. Wilson cherche des termes d'exception pour l'entrée du Travailisme britannique dans l'Europe, et il paraît même vouloir tenter les Européens avec une « union technologique ». C'est un peu le genre « treize à la

douzaine » du bon camelot, le « emportez-moi ça pour le même prix » qui séduit les badauds.

Mais dans le cas de M. Wilson, il faut voir la marchandise de près, car il s'agit ici d'un camelot qui ne jouit plus de la confiance de beaucoup de gens et en beaucoup d'endroits, selon les dires mêmes d'un de ses propres députés travailliste. Ce que M. Wilson déballe dans les capitales de l'Europe c'est le sort incertain de la Livre Sterling aggravé par la guerre économique de paroisse avec la Rhodésie et par la saignée dirigiste: une vision militaire et politique incompatible avec l'esprit européen, une préférence marquée pour la gloriole du Commonwealth, et ses propres déclarations aux Communes en décembre dernier, qu'il ne signera pas un traité sans avoir lu les clauses imprimées selon lui en petit.

Ce sont des échantillons d'une marchandise que M. Wilson n'écoulera pas en Europe, même avec la prime de « l'union technologique » qu'il offre pour le même prix. Ainsi pourvu, il confirme qu'il ne se présente en Europe ni pour signer le Traité de Rome ni pour demander quand et comment il pourrait le signer plus vite, comme le Premier danois le lui avait conseillé, mais pour marchander, pour écouler son déficit économique et politique pour trouver un moyen de colmater les trous que sa petite guerre de paroisse et son programme dirigiste ont fait dans la livre Sterling. Son « grand tour » devient le tour du camelot qui n'est pas de très bon aloi, et même pour un camelot de cette catégorie, M. Wilson montre trop d'optimisme, ou... se pourrait-il?... trop peu de considération pour les badauds acheteurs!

Derrière le rideau de fumée

L'Europe devrait savoir que derrière le rideau de fumée baissé par les Travailleurs sur l'Angleterre, le processus de collectivisation du pays continue, silencieux et implacable.

L'Europe devrait savoir que le même gouvernement qui à l'heure actuelle fait profession de foi européenne, s'attache depuis deux ans à la destruction de la libre entreprise britannique; à l'heure à laquelle on prétend se préparer pour l'entrée dans le Marché Commun, on accélère la suppression des derniers vestiges de pouvoir industriel et commercial privé et on prépare la nationalisation de l'acier sur des bases inaccepta-

bles pour le Traité de Rome. La Corporation de la réorganisation industrielle en est un exemple parmi tant d'autres; l'inquisition organisée par le Ministère du Commerce (The Board of Trade) pour toutes les entreprises privées grandes et petites en est un autre: des formulaires semblables à ceux que l'entreprise privée a dû remplir au delà du rideau de fer à la veille de la nationalisation totale, sont maintenant remplis par tous les patrons britanniques. Le degré dans lequel le questionnaire travailliste pénètre dans la vie intime de l'entreprise et dans la vie privée du patron lui-même n'a rien à envier au questionnaire que faisaient circuler jadis

les gouvernements communistes de l'Europe de l'Est.

L'Europe devrait savoir que les Travailleurs sont en train de jouer le tout pour le tout, car en bons ennemis de l'Europe, ils pensent que s'ils sont « forcés » par la situation économique et par la prudence américaine, d'entrer dans le Marché Commun, du moins, au moment de cette entrée, ils emmèneront à la table commune de l'Europe, leur Angleterre, une Angleterre collectiviste qui se ferait maintenir à flot par la prospérité européenne.

Pour parachever la collectivisation du pays, les doctrinaires travaillistes ont étendu le processus au système de l'enseignement, à la police et aux élections pour le gouvernement local. Tout est prévu et le grand changement sera effectué vers la fin de l'année 1970.

L'Europe a le droit de savoir ce qui se passe derrière le rideau de fumée lancé par les ministres travaillistes qui essaient de lui sourire; elle a le droit de savoir qu'à l'heure actuelle elle croit traiter avec un pays qui se dit encore libre, mais qu'à l'heure de l'entrée de ce pays dans l'ensemble européen ce serait un pays collectiviste,

un parasite doctrinaire qui prendrait place à la table commune. Ce parasite ne serait plus la Grande Bretagne, mais un vaste camp collectiviste, une Russie de l'Occident qui, faute d'avoir été acceptée à la table américaine, se mettrait à celle de l'Europe tout en gardant l'appui des Etats Unis, dans la mesure bien entendu, dans laquelle ce parasite s'emploierait à servir les intérêts du maître d'outre Atlantique, car les parasites ont toujours besoin d'un maître et de son prestige.

L'Europe a le droit de savoir aussi qu'il y a des Britanniques qui sont pour l'entrée dans le Marché Commun et des Britanniques qui sont contre, mais qu'en dehors des cercles travaillistes, il n'y a pas de Britanniques qui soient pour le marché des dupes, qui veuillent tromper l'Europe en lui préparant un partenaire parasite et collectivisé tout en parlant à l'heure actuelle d'un pays libre qui promet une économie saine.

L'Europe a le droit de savoir que le grand camp collectiviste, le cheval de Troie parasite qui se prépare derrière le rideau de fumée pour l'entrée dans le Marché Commun, est l'oeuvre exclusive du gouvernement travailliste, mais que la nation n'y est pour rien.

Adieu au vieux « Times »

Depuis janvier, le « Times », ce journal qui pendant des siècles a symbolisé l'opinion bien-pensante de l'Angleterre, cette Angleterre dont la pensée vieillotte n'a pas toujours été étrangère à l'Europe, n'est plus.

Il fut pour les Anglais et souvent pour leurs amis européens, le journal de la Grande-Bretagne, car il avait toujours représenté la ligne traditionnelle de l'affirmation robuste mais discrètement affichée; il fut la pensée qui se suit d'une façon monotone à elle-même, toujours pour confirmer la continuité de ce qui était encore grand chez les Britanniques et c'est pourquoi il fut toujours confondu avec la Grande-Bretagne pour qui la « petite Angleterre » de M. Wilson n'est qu'une chute douloureuse et les Travailleurs des intrus. L'Organisation Thompson s'en est rendue maîtresse et un sursis de 21 ans vient d'être accordé au titre. Il y aura donc un « Times » qui continuera à paraître, mais c'est déjà le « Times » qui en décembre dernier publiait en première page la lettre d'un criminel évadé afin d'entamer des pourparlers entre le ministre de l'Intérieur et ce bagnard incompris.

A l'heure actuelle. ce nouveau « Times » montre le visage et exprime la pensée de ce brave Canadien qu'est Lord Thompson; ses maîtres de demain seront les petits-enfants de celui-ci, de braves Canadiens eux aussi,

à qui le « combien valez-vous » de l'outre Atlantique n'est certainement pas une expression étrangère.

A l'heure où l'Angleterre s'apprête à prouver l'authenticité de son orientation vers l'Europe, son gouvernement vient de donner la bénédiction officielle à une opération d'affaires qui supprime effectivement l'organe de presse le plus traditionnel et le plus anglais, non pas pour faire place à une formule plus européenne, mais pour faire un pas de plus vers le Nouveau Monde, pour ouvrir une porte de plus de l'autre côté, c'est-à-dire, du côté où l'Europe ne saurait se trouver.

Le « City man » ou « le guerrier de Whitehall » qui continue à s'affairer dans les rues de Londres, qui continue à donner la note bien anglaise aux autobus et au métro à des heures où tout le monde est généralement au travail, ce charmant monsieur anachronique, qui porte encore le chapeau melon, le pantalon rayé et le parapluie, aura à trouver un autre « Times » à porter plié sous le bras ou à déplier dans le compartiment d'un train où il voudra dissimuler son humeur ou éviter la familiarité des rencontres hasardeuses. Quant à la « petite Angleterre », il faut croire qu'elle n'avait que faire d'un journal qui était à la fois britannique et grand.

Un colloque du Mouvement Européen

LES RESPONSABILITES DE L'EUROPE DANS LE MONDE

Nous empruntons à « L'Europe en formation » (janvier 1967) cet intéressant compte-rendu du Colloque organisé par le Mouvement Européen à La Haye

Les participants au colloque organisé à La Haye par le Mouvement européen — 3 et 4 décembre — ont été reçus au Parlement néerlandais en présence de M. Luns, ministre des Affaires étrangères. Ils ont visité la salle des séances de la Première chambre, une salle XVIIe siècle de nobles proportions, décorée, tout au haut des hauts murs, de vastes médaillons représentant les grandes forces mondiales de l'époque: l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la France, la Perse et la Turquie. Au centre du plafond en forme de coupole, une ouverture circulaire débouche sur un ciel peint en trompe l'oeil, et par cette ouverture se penchent des visages attentifs: les Anglais observent et écoutent.

En décembre 1966, au colloque de La Haye, les Anglais, ou plutôt les Britanniques, n'étaient pas suspendus au plafond. Ils étaient dans la salle et battaient ferme. "Nous frappons une deuxième fois à la porte du Marché Commun. Nous ouvrira-t-on?" On leur aurait très volontiers ouvert la porte à La Haye parce que l'entrée de la Grande-

Bretagne donnerait à l'Europe sa «dimension complète», celle qui lui permettrait de se hisser au niveau des Grands, et nous retrouvons là le thème central du colloque: «Les responsabilités de l'Europe dans le monde». Encore faut-il que les candidats déclarent sans ambiguïté qu'ils sont prêts à accepter le règlement du club, c'est-à-dire la lettre et l'esprit du Traité de Rome. Les Britanniques l'ont affirmé à La Haye, en toute bonne foi pour les présents, et la déclaration finale le mentionne, mais on peut penser que demeurent quelques points obscurs.

Quant au partnership atlantique, aux relations avec les pays de l'Est, à l'aide aux pays en voie de développement: l'idée centrale est qu'en de tels domaines l'Europe doit être une et doit parler d'une seule voix. La conférence a donc réaffirmé sa confiance en la méthode communautaire, en soulignant, in fine, la nécessité d'une autorité politique européenne fondée sur les principes d'une véritable démocratie.

Jean-Maurice Martin

RESOLUTION ADOPTEE A LA HAYE

CONSTATE que, dès le 1er juillet 1968, la Communauté Economique Européenne devra parler d'une seule voix et en conséquence prendre la mesure de ses responsabilités mondiales, eu égard à la place de premier plan que lui réserve sur la scène internationale l'importance de sa population, le rayonnement de sa culture, le volume de sa production et de ses échanges.

EXPRIME l'opinion que l'Europe Unie ne saurait borner ses ambitions à l'établissement d'une aire de richesse et de prospérité, mais qu'elle doit tenter de remédier aux déséquilibres qui menacent le monde et que caractérisent une démographie galopante et un écart croissant dans les niveaux de vie. Elle doit contribuer au progrès général de la société humaine par l'intensification des échanges, l'aide au développement, la consolidation de la paix.

1. Etat présent de l'Europe

La Conférence ne peut manquer d'exprimer son grave souci du retour à la priorité des intérêts nationaux en Europe qui s'opposent ouvertement à la construction des po-

litiques communautaires ou rendent la mise en place de celle-ci plus difficile.

Elle affirme sa conviction, renforcée par quinze années d'expérience, que les méthodes communautaires ont fait leurs preuves, et se réjouit de ce que les institutions de la Communauté aient victorieusement surmonté l'épreuve de la crise de 1965 et préservé leur dynamisme créateur ainsi que leur finalité politique.

2. L'élargissement de la Communauté

La Conférence s'est félicitée de la volonté exprimée par la Grande-Bretagne d'adhérer à la Communauté européenne. Elle considère cette initiative comme un développement majeur de la situation en Europe dont tant la Grande-Bretagne que les Six seront appelés à recueillir les fruits, notamment sur le plan de la technologie, ainsi que l'a récemment proposé le Premier ministre britannique.

La Conférence est persuadée que cette négociation mettra en évidence l'acceptation par la Grande-Bretagne de l'intégralité du

Traité de Rome, dans sa lettre comme dans son esprit, et espère qu'elle sera conduite rapidement, de même que d'autres semblables qui viendraient à s'ouvrir.

3. Le *partnership* atlantique

En ce qui concerne les relations de l'Europe avec les Etats-Unis, l'idée du *partnership* lui apparaît comme la plus propre à résoudre les problèmes monétaires, industriels, commerciaux et de développement qui engagent en commun la responsabilité des Etats-Unis et de l'Europe. A cette fin, il est nécessaire de poursuivre les développements de la politique communautaire au sein du Kennedy Round.

4. Les relations avec les pays de l'Est

La Conférence a enregistré avec ferveur le rapprochement en cours, notamment sur les plans du commerce, de la coopération et de la culture entre l'Europe occidentale et les pays de l'Est européen. Il lui paraît que le franchissement de nouvelles étapes sur cette voie, requiert de la communauté européenne qu'elle puisse se présenter comme UNE, et que les pays de l'Est reconnaissent, de leur côté, les Communautés existantes.

Elle considère que tout effort de rapprochement entre l'Europe de l'Est et l'Europe occidentale est de nature à favoriser le règlement des problèmes de l'Europe centra-

le, et notamment de la division de l'Allemagne.

5. L'aide au développement

La Conférence est consciente du caractère dramatique de l'évolution de la situation dans le Tiers Monde et de l'ampleur des problèmes qu'elle soulève. Elle se prononce en faveur d'une intervention accrue et coordonnée des pays industrialisés à l'égard du Tiers Monde, notamment par un recours plus poussé à des formes multilatérales dont l'association avec les Etats africains et malgache démontre profondément l'intérêt.

6. Conclusion

Pour accomplir ces tâches, l'Europe doit être en mesure de poursuivre une politique européenne indépendante, que justifient ses responsabilités propres, dans le cadre de la solidarité atlantique.

Ceci implique d'abord l'élargissement de la Communauté européenne par l'adhésion d'autres pays et en particulier de la Grande-Bretagne, ce qui contribuera à donner à l'Europe sa véritable dimension géographique, son équilibre politique interne et les instruments indispensables pour compléter ses structures monétaires et économiques.

Ceci implique en outre que l'Europe se dote d'une autorité politique démocratique, afin qu'elle soit capable, à terme, de faire face à ses responsabilités et d'assumer son destin.

LA FUSION DES EXECUTIFS EUROPEENS

M. Rey, ancien ministre belge, qui compte parmi les dirigeants les plus qualifiés du Marché Commun est intervenu très brillamment au cours du colloque international organisé par le Mouvement européen.

Il a avec clarté fait le point de la situation des Communautés économiques européennes. Avec autorité il a réclamé que les gouvernements intéressés prennent leurs responsabilités et ce, dans les délais les plus brefs.

Le Marché Commun a traversé plusieurs crises et la dernière, qui se situait dans le domaine agricole où se trouvent les plus grandes difficultés à vaincre, a été particulièrement sérieuse. Cependant ces crises ont toutes été surmontées plus ou moins rapidement.

Si on excepte quelques sectaires aveuglés par leur parti-pris, chacun reconnaît aujourd'hui l'utilité des Institutions économiques européennes. Elles ont aidé efficacement à la prospérité actuelle de l'Europe occidentale.

Cependant une mise en ordre s'impose.

Il a été décidé par le Comité des ministres que les « Exécutifs » de la Communauté du Charbon et de l'Acier, de l'Euratom et de la Communauté économique européenne fusionneraient en vue d'un aménagement d'ensemble des trois organismes. Il s'agit maintenant de créer une Europe économique et non plus trois.

Cette décision, hélas! reste de principe. On en discute depuis de longs mois sans passer à exécution.

Le Marché Commun agricole soulevait des problèmes plus complexes les uns que les autres. Pour l'essentiel ils ont été réglés. M. Rey a rappelé que de nouveau les institutions de Bruxelles fonctionnaient normalement et avaient pris au cours de l'été dernier, avec une rapidité exemplaire, une série de mesures fort efficaces.

Devra-t-on attendre de nouvelles ruptures qui s'avèreront comme les précédentes impraticables et catastrophiques pour procéder aux choix voulus et définir des solutions quant à la fusion des « Exécutifs »? Doit-on traiter obligatoirement dans un climat dramatique?

A l'Association Espagnole de Marketing

CONFERENCE DE M. GIUSEPPE PELLA

A Madrid s'est ouvert le 20 décembre dernier le cycle de conférences organisé par l'Association Espagnole de Marketing présidée par M. Constantin Dragan.

La conférence d'inauguration a été tenue par un grand européen qui est aussi un économiste distingué: M. Giuseppe Pella qui a été Président de la Haute Autorité Charbon-Acier de 1954 à 1956.

M. Pella avait choisi pour thème « Marché Commun et programmation à long terme des entreprises ». Nous donnons ci-dessous pour nos lecteurs des extraits de cette conférence qui précise magistralement les termes de problèmes d'un intérêt particulier au moment où l'Espagne vient d'élaborer un gigantesque plan de redressement économique qui la met en condition de demander à faire partie du Marché Commun.

Les progrès de l'économie espagnole

«Tout d'abord, je tiens à vous féliciter des progrès remarquables que vous avez réalisés dans le domaine de l'expansion économique au cours de ces dernières années.

J'ai suivi — comme l'ont fait d'ailleurs tant d'amis italiens et européens — la prodigieuse expansion économique que vous avez connue ces dernières années. Trente-et-un millions d'Espagnols ont atteint un produit national brut de 688 dollars par an en 1965; dans la même année le produit national brut s'est élevé à 1.304.688 millions de pesetas et l'expansion n' a pas cessé en 1966. Comme l'Italie dans le passé vous êtes en train d'assurer des conditions de vie meilleures, surtout pour les classes moyennes et pour la grande masse des travailleurs qui, dans le monde entier attendent une distribution et redistribution de plus en plus équitable du revenu national. Le taux d'accroissement naturel de votre généreuse population est d'environ 1,3% alors que le taux d'accroissement du revenu national, dans l'industrie, a été de 11,4% en 1963, de 12,5% en 1964 et de 9,8% en 1965: un accroissement nettement suffisant non seulement pour faire face à l'augmentation de la population, mais aussi et surtout pour améliorer les possibilités d'investissement et de



consommation. Nous sommes tous conscients de la prudence dont il faut user lorsqu'on adopte des indices, qui sont toujours le résultat de moyennes résultant de sommes algébriques qui mêlent les termes positifs aux termes négatifs: mais qu'il me soit permis de souligner que déjà en 1963-1964 — en Espagne — la consommation par personne et par jour avait atteint 2850 calories.

(Suite en pag. 11)

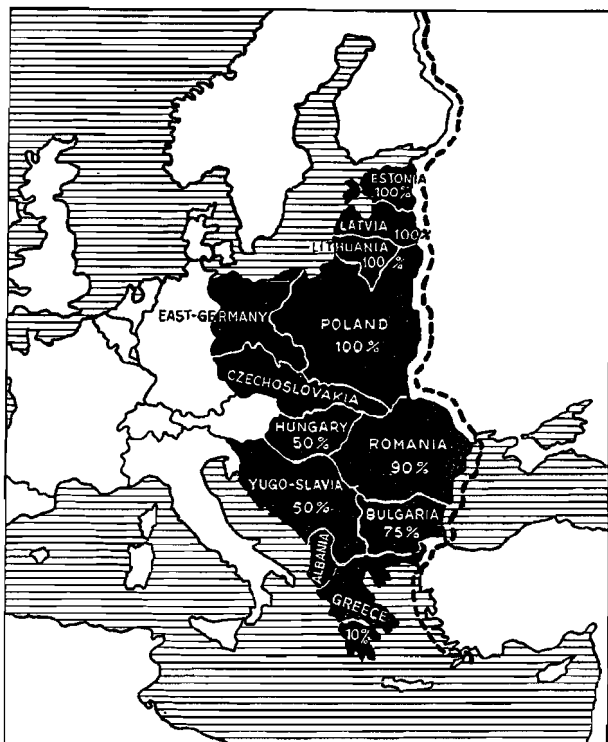
number 2

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

FEBRUARY 1967



POLAND

MILLENNIUM'S END

The government-sponsored Millennium celebrations came to a close with the Congress of Polish Culture, October 7-9, which brought 2,000 Polish delegates and 500 foreign visitors to the Warsaw Opera House and the Grand Theatre. The Congress was arranged by the party to emphasize its role in furthering the traditional values of science and art; a final resolution was adopted praising "People's Poland" for having made available to the masses the vast outpouring of culture initiated by the communist regime. It said:

«Socialism creates the most propitious conditions for the development of science and art. Never before have so many brains worked in the Polish sciences. Never before have they had such a wide field of action in the national economy, in planning the future, in the service of the working man. Never before has artistic activity reached so far to the remotest parts of the country, never has it had such a wide audience as today.»

The resolution did not mention the historic role of the Catholic Church in Poland, and this drew a sharp retort from Cardinal Wyszynski. In a sermon in Wloclawek, the Cardinal said

that Polish culture, formed during the thousand years of the nation's history, was the product of Western thought and of the Catholic Church. "This Christian culture consists of freedom of thought, freedom of religion, freedom of upbringing, education and science, freedom of opinion and freedom of assembly. It is these freedoms that create culture. Anything that abridges them is anticulture." (*The New York Times*, October 10.)

The limits of cultural freedom in Poland had been noted by Zenon Kliszko in his opening address to the Congress:

« Our cultural policy guarantees writers and artists freedom in choosing the subject and form of their work, freedom in expressing their most personal opinions. But we cannot agree to cultural creative work being abused to propagate ideas hostile to socialism and for conducting political activity serving the interests of forces on the other, imperialist side of the barricades, forces endangering the most vital interests of the state and nation.» [PAP, October 7.]

The second day's session was marked by "heated discussion," according to Radio Warsaw (October 8). Wincenty Krasko, chairman of the Cultural Department of the Central Committee, reported on some of the themes raised in the 12 panels. He said there had been criticism of "schematism, superficiality, and trashy literature," as well as a determination to combat "backward thoughts and views rooted in alien soil or inspired from abroad." (*Trybuna Ludu*, October 10.)

The Congress also adopted a resolution protesting US actions in Vietnam, and issued an appeal for an end to hostilities.

In advance of the Congress sessions, PAP (October 3) issued a survey of cultural activities which noted that 127,000 books and brochures had been printed in editions totaling 1,711,000 copies in the years 1944-1965. Some 14 million readers borrowed 220 million books in 1965 from the 50,000 libraries, which have a total of 163 million volumes on their shelves. Currently performing are 67 theaters, 24 puppet theaters, nine opera houses, nine operetta houses, nine symphony orchestras, and two state song and dance ensembles. They appeared before 18.3 million spectators during the year.

THE ANTI-CHURCH CAMPAIGN

Cardinal Wyszynski returned to the attack on the government for its "anti-Church" policy on October 13. Speaking near the ruins of the Warsaw church known as "Mary of Czestochowa" which was destroyed by the Germans in the Second World War, Wyszynski said that the city needed 50 additional churches but could not obtain permission to construct them. He said that, with a population of 1.3 million, Warsaw now contained about half a million more Catholics than in the prewar period, and that the 140 churches were inadequate to serve the needs of the faithful. As a result, religious services were often conducted in primitive barracks.

Wyszynski also criticized the government for denying Pope Paul a visa to participate in the Millennium celebrations, and he went on to condemn the party attacks on the Church for the hierarchy's letter of last December to the German bishops.

"WARSAW AUTUMN"

Eminent artists, including the Polish-born pianist Arthur Rubinstein, who represented the United States, participated in the nine-day International Festival of Contemporary Music, popularly known as "Warsaw Autumn." The Festival, which ended on September 25, included performances by the Moscow Symphony Orchestra, the Italian Radio Symphony of Turin and the Paris Ballet, as well as ensembles from Sweden, Switzerland, Denmark, Czechoslovakia and Bulgaria.

FARM INVESTMENT TO RISE

The Polish News Agency reported on September 28 that the next five years would see a

considerable increase in state investment in agriculture, with total outlays for the 1966-1970 period rising to 177 billion zlotys, compared to 111 billion zlotys in 1961-1965. The bulk of the expenditures will go into construction, mechanization and land improvement. Under the plans for land improvement, the goal calls for doubling the area of arable land in the 1966-1970 period, with 22 billion zlotys set aside for the project.

Other outlays for the five-year period include 43 billion zlotys for the state farms, an increase of 85 percent over 1961-65, and 23 billion zlotys for the agricultural circles. Farmers are themselves expected to spend about 39 billion zlotys on purchases of machinery, construction of new houses, land reclamation and electrification. About 360,000 peasant farmsteads are scheduled to be covered by the electrification program in the next five years.

A SENTENCE IN SZCZECIN

Tadeusz Lipski, a Swedish citizen of Polish descent, was given a four-year prison term after a nine-day trial in the Voyvodship Court in Szczecin which convicted him of "anti-Polish activities" and of having engaged in illegal foreign currency transactions.

Some fifty witnesses testified to the general effect that Lipski urged Poles visiting Scandinavia to return with publications, books and brochures hostile to Poland. He also arranged his alleged illegal currency deals while visiting Poland, and it was on this account that he was arrested in December 1965. Lipski, who was active in Polish émigré groups in Sweden, was accused of being connected with the "espionage" activities of 'Free Europe' and various Polish émigré organizations."

GOMULKA MEETS WESTERN COMMUNISTS

Two party chieftains, Waldeck Rochet of France and Gus Hall of the United States, were in Warsaw late in September, and both talked with their Polish counterpart, First Secretary Gomulka. Hall was quoted by Tribuna Ludu as blaming the Chinese for creating a split in the international communist movement, and Rochet expressed the conviction that there was unanimity of views between the Polish and French parties. The French communist leader also praised the Poles for their aid to the North Vietnamese.

SOCIOLOGIST HONORED

Prof. Jan Szczepanski became the first Pole to be elected chairman of the International Sociological Association at the closing session of the Sixth World Congress of Sociologists held in Evian, France, in September. Dr. Szczepanski, a professor at the University of Lodz, is a deputy chairman of the Committee of Philosophical and Sociological Sciences of the Polish Academy of Sciences.

Although some thirty Polish delegates were represented at the Evian Congress, and five were invited to read papers, a number of prominent sociologists were absent, among them Stefan Nowak, Anna Pawelczynska and Jozef Chalasinski. Prof. Chalasinski, while attending the Fourth ISA Congress in Stresa in 1959, delivered a critical talk on the status of Polish postwar sociology.

THE TELEVISION SCENE

Polish TV viewers are allergic to propaganda, according to Wlodzimierz Sokorski, chairman of the Committee for Radio and Television. Writing in the entertainment weekly Ekran [Warsaw, September 11], he reported that the best programs were drama and news, while films and variety programs were the worst. However,

viewers preferred entertainment "as a form of protest against poor and shallow propaganda. The mature person abhors and is psychologically unable to swallow propaganda served systematically in a one-sided manner without critical accents, especially since it has no resemblance to real life... If he is not provided with such a picture, if free discussion programs are almost a rarity, then he either pays no attention or reacts critically or even with irritation to our primitive efforts to convince him."

PUGWASH IN POLAND

The 16th Pugwash Conference, the first to be held in Poland, met in Sopot from September 11 to 15. It issued a recommendation for the formation of a "seismic detection club" as a step toward the completion of a treaty banning nuclear tests. The conferees came from 22 countries, including the United States, the USSR, East Germany, West Germany, India, Israel and the United Arab Republic. They were unable to reach a consensus on the Vietnam conflict.

The final communiqué, issued on September 15, argued for a "general exchange of data on national seismic systems through a 'detection club' [which] would make high-quality seismic data widely available. This would gradually lower the threshold of detection, making it possible to identify even the smaller nuclear tests." (Polish Weekly [Warsaw]).



"Forget about Chicago, Boy. Uncle Sam's got lots of other places where you can live alongside the whites., VJESNIK (Zagreb)

EAST - GERMANY

MAO CONDEMNED

Violent attacks on the Chinese communists and criticism of East German intellectuals marked the speeches delivered at the SED Central Committee at its plenum of September 15-17. First Secretary Walter Ulbricht called it "tragic" for the international communist movement and the cause of peace that "the policy of the USA and the West German imperialists is being bolstered by the splitting policy" of the Chinese leaders. "We consider the shameless attacks by the CPC leadership on the Soviet Union and other socialist countries to be incompatible with the policy of a revolutionary party," he added.

The question was treated in more detail in the Politburo report submitted by Günter Mittag. Mittag concentrated on the evils of the "abandonment of Marxism-Leninism, of the Leninist norms of party life and principles of democratic centralism, socialist democracy and socialist legality," and discredited the "proletarian cultural revolution" in China as "an attempt by a group of Chinese leaders" to solve the transition from capitalism to socialism with "complete disregard for the objective laws of socialist construction." Mittag predicted that the attempt is "doomed to failure" and noted that China had already been set back many years in its economic, cultural and political development.

The Politburo report further denounced the role of the Chinese army and the emphasis on military solutions to social problems as reminiscent of "the adventurous views of Trotsky." The Chinese policy was not only detrimental to the socialist movement, the East Germans charged, but also evoked the threat of new and dangerous foreign political adventures and conflicts. Deputy Premier Alexandre Abusch condemned the Chinese cultural revolution as being based on "the exploitation of disoriented youths to liquidate Marxist-Leninist elements within the Chinese party."

Bloc Unity

First Secretary Ulbricht made a strong plea for bloc unity. He reminded his colleagues that "the effective defense of the national sovereignty and territorial integrity of every single socialist state, as well as the successful struggle of nations for political and economic independence, can never be guaranteed through solo actions, but only through the firm alliance of the states of the socialist community."

While noting that East Germany is in favor

of developing profitable economic and scientific-technical relations with the capitalists, Ulbricht warned that "one underestimates the laws of the class struggle between the two systems if he believes that top scientific-technical standards and maximum economic efficiency can be achieved mainly through cooperation with the capitalist countries." The emphasis must be on communist cooperation, he added, "and in the final analysis, this is also an aspect of European security." He also praised the results of bilateral cooperation and understanding between East Germany and the USSR.

A great deal of Ulbricht's speech concentrated on Bonn's "aggressiveness" and the threat it poses to Europe:

"It would even be advantageous to the people of the two German states and European security if a middle-of-the-road policy were pursued in Bonn, that is, a policy proceeding from the fact that the coexistence of the two German states for a long time to come is inevitable and that, for this reason, steps should be taken to insure preservation of the status quo.

Wayward Intellectuals

East German Minister of Culture Klaus Gysi reported that the party was carrying on a running dispute with intellectuals who had shrugged off criticism from the party last December as "a passing phenomenon and [who] thus want to downgrade criticism of anti-socialist and hostile opinions and tendencies." Too many writers and artists simply did not understand the basic problems nor the relationship between party and state. Referring to several films criticized last December, Gysi charged that such films were in effect "a plea to modify the party along revisionist lines" and amounted to propagating the concept of "the so-called autonomous development of the republic without leadership from the party, of socialism without or against the party, and of success in spite of the party."

"The ideological clarification process" going in recent months has also unveiled "pacifist inclinations" in East German poetry and painting, Gysi told the Central Committee. This he explained, was the result of artists "feeling the dangers" of the situation in the world today without sufficiently "understanding our strength and our policy."

The Economy

Reports on the economy expressed satisfaction with the implementation of the new system

of planning and management but noted ever-persistent problems. Politburo member Erich Honecker noted that industrial production in 1966 would be about 24 percent higher than in 1962; moreover, development in key branches like the chemical industry, electrotechnics and electronics was progressing at an even faster rate. The Politburo report criticized substantial investment backlogs, primarily in the machine-building and construction industries, and complained that East Germany still lags too far behind in applying modern production techniques. Spokesman Mittag stressed that the proportions in the various sectors of the economy must be further rationalized, and put great emphasis on increasing the number of available computers. Industrial price reforms are to be completed by January 1, 1967. (Neues Deutschland.)

COOPERATION WITH YUGOSLAVIA

The communiqué signed by Ulbricht and Tito in Belgrade expressed satisfaction at the progress made in economic and social cooperation since Tito's visit to East Germany last year. In particular, the document hailed the long-term trade agreement for 1966-1970 and the provision for further industrial cooperation, specialization in production and scientific-technical cooperation. Radio Zagreb (September 28) reported that trade would exceed \$1 billion in the next five years, and that it had totaled \$140 million in 1965. Ulbricht told workers at a Zagreb factory that economic cooperation was of utmost importance for both the Yugoslav and the East German economies:

« Formerly we delivered machines to (third markets in the developing countries); now we deliver complete plants... You pursue the policy of establishing industrial groupings and combines. We have pursued the same policy. The

more similar the structural developments, the easier cooperation is. We must organize and guide industry along modern methods. (Neues Deutschland, Sept. 29.)

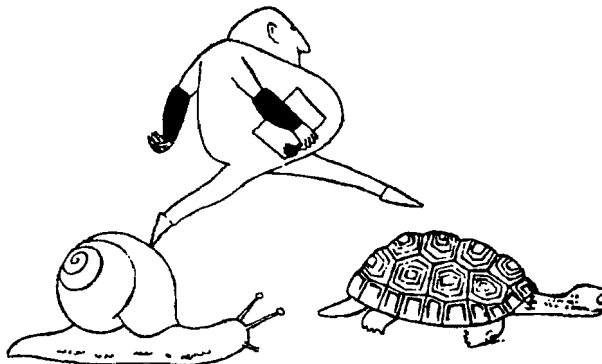
OFFICE EQUIPMENT SELLS

East German firms carried away the major share of business at a 19-nation display of office machines and equipment in Moscow in the first half of September. East German sales of computers, typewriters and other equipment accounted for more than four-fifths of the sales, which totalled about 156 million rubles. Other exhibitors reported that they had received inquiries from the Soviets and were still negotiating deals. Approximately 1,000 firms from East and West entered the show, which attracted over a million visitors. (Reuters, September 16.)

RENTS GO UP ON NEW FLATS

In September, for the first time since 1938, authorities raised rents. The measure affects only flats in new houses, and the increases average out to about 35-40 percent per apartment, or a monthly jump from .70-.30 to .95-1.25 marks per square meter. The move was designed to limit the enormous state subsidy of building costs and maintenance—which will amount to an estimated 800 million East German marks this year or 100 million marks above 1965.

Local authorities are to set the new rates the new rents will become law, and no building completed before that time be affected. Tenants also have to pay .40-.60 marks per square meter each month for central heating as well as supplementary amounts for elevators, waste disposal units and other such conveniences.



Great leap forward

Dikobraz PRAQUE

BULGARIA

NEW PERIODICAL FOR EXPORT

Beginning in 1967 a new Bulgarian periodical called *Kontakti* will be published in French and English editions and distributed "on all continents." The bimonthly is to acquaint foreign readers with Bulgarian literature and culture. It will deal with subjects of interest to writers and other creative artists and endeavor to "establish contacts" between them. Editor-in-chief of the new periodical will be Andrey Gulyashki, the writer whose name is familiar in the West because of his plan to pit his hero Avakum Zahov against James Bond in his next book. (BTA, August 20.)

FOREIGN MINISTER IN TURKEY

Foreign Minister Ivan Bashev visited Turkey August 16-21 for talks with his Turkish counterpart Isham Sabri Caglayangil. It was the first meeting between the foreign ministers of the two countries since World War II. Both the Bulgarian and Turkish press gave extensive coverage to the event, emphasizing that it was an important step in improving relations between the two neighboring nations. A joint communiqué issued on August 21 expressed the desire of the two governments to expand relations in a "spirit of peace and understanding" on the basis of the principles of mutual respect for independence, national sovereignty and non-interference in each other's internal affairs. The communiqué also noted the existence of opportunities for increased bilateral collaboration in the spheres of trade, economy, tourism, science, arts, etc. and spoke of the exchange of experts to study possibilities for increased cooperation, particularly in the machine building industry, light industries, metallurgy, mining and agriculture.

The two foreign ministers agreed to conclude as early as possible a consular convention and pacts on transport and communications which would, among other things, provide for a direct railway line. They charged Turkish and Bulgarian experts with studying possibilities for agreements in science, art, fishing, the utilization of joint waters and the construction of a new road between Kirklarelli and Malko Tarnovo.

Bulgaria's Turks

During their talks the two ministers touched upon the sensitive problem of the Turkish minority in Bulgaria. The communiqué noted that the problem of voluntary emigration to Turkey by Bulgarian citizens of Turkish descent whose

close relatives had previously emigrated had to be solved in the shortest possible time; experts have been appointed to deal with the issue. Bulgarian commentaries largely avoided this aspect of the talks, and it was clear from the communiqué that discussions did not raise any question of a new, mass emigration of Turks from Bulgaria similar to the one that took place in 1950-51. After that emigration only a few Turks were allowed to leave Bulgaria, and the government stepped up its activities to win over the Turkish minority, though with little success. In 1963 there was a mass movement among the minority—numbering 657,025 out of the total-Bulgarian population. A of 7,613,709—for repatriation. A protest march to the Turkish consulate in Plovdiv caused the party considerable trouble; at the time party chief Zhivkov explained the unrest as a result of malicious rumors that the Turkish minority was going to be expatriated.

The communiqué concluded with the announcement that Foreign Minister Caglayangil has accepted an invitation to visit Bulgaria sometime in 1967. (*Rabotnichesko Delo*, April 23.)

DATA ON PARTY MEMBERSHIP

In connection with the forthcoming ninth party congress, the party Central Committee has issued new figures on party membership. As of July 1, 1966, there were 607,458 party members in the country—566,086 full members and 41,372 candidate members. Total membership, has risen 78,784 since the eighth party congress in 1962; within this period, 17,183 persons were expelled. Most of the expulsions and increases took place after the May 1964 plenum, which called for strengthening the party's leading role, condemned the liberal treatment of "politically degenerate communists who slandered the party, its policy and its leadership" and initiated a purge in party ranks. [Pogled, August 15]

CONGRESS OF BALKANISTICS

The first International Congress on Balkanistics—i.e., the study of the cultural anthropology of southeastern Europe—met in Sofia August 26-September 1 and was attended by 1,300 scholars from 24 countries. Speakers at the opening session included Vladimir Georgiev, Chairman of the International Organization for Balkanistics, which was formed in 1963 under UNESCO

auspices, and Bulgarian party chief and Premier Todor Zhivkov, who arrived with a number of other party and state leaders. Both Georgiev and Zhivkov underscored the role of the congress in promoting friendly relations in the Balkans. Zhivkov stated:

« At a time when storm clouds are gathering in certain parts of the world, you, representatives of various branches of science, people with different ideological and political creeds, are doing your best to find a common language of mutual respect and cooperation, of creative quest in the name of the lofty ideals of science and art, in the name of humanism, peace and progress. Of particular importance is the fact that this event is taking place in Bulgaria, a country of the Balkan peninsula, a part of the world previously famous for its feuds and con-

flicts. Today, through the common efforts of politicians, statesmen, and people in the fields of science and art, the Balkan and other peace-loving peoples are turning. The Balkan peninsula into a region of good neighborly relations and cooperation. (*Rabotnichesko Delo*, August 25, 26.)

NEW US AMBASSADOR

On August 13, John M. McSweeney was appointed the new US Ambassador to Sofia. McSweeney has been deputy chief of the US Embassy mission in Brussels since 1964. He succeeded Nathaniel Davis and will be the fourth US Ambassador named to Bulgaria since 1959, when diplomatic relations were resumed between the two countries.

ACEN AROUND THE WORLD

GASPAR'S TRIP

Former Secretary General Edmund Gaspar made an extensive trip through Latin America during September to gather material for his upcoming book on communism vs. freedom in Latin America.

Dr. Gaspar visited Mexico, Guatemala, Panama, Colombia, Ecuador, Peru, Chile, Argentina, Uruguay, and Brazil. In most of these countries, he also conferred with ACEN representatives.

Dr. Gaspar, who was ACEN's Secretary General during the Twelfth Session, is relocating to Munich to work for Radio Free Europe.

CAPTIVE NATIONS WEEK IN ARGENTINA

Gen. Juan Carlos Onganía, President of the Argentine Republic, proclaimed September 18-26 as Captive Nations Week. The observance in Buenos Aires began with a Mass for the captive nations, held in the Buenos Aires Cathedral and celebrated by His Eminence Antonio Cardinal Caggiano, Archbishop of Buenos Aires.

A wreath was laid by the representatives of the captive nations at the Piramide de Mayo, Argentina's national monument. Youths, dressed in national costumes, carried the flags of the nine captive European nations into the Plaza de Mayo.

A press conference was held, followed by a commemorative meeting, at which Seferino

Juchnevicius, Chairman of the ACEN Delegation in Argentina, made an address. Other prominent speakers included Dr. Manule Ordóñez, chairman of the Argentine Friends of the Captive Nations, Prof. Ruiz Moreno, and Dr. Rodrigo Toranzo Montero, chairman of the Argentine Youth for the ACEN. Among the ACEN speakers were Visvaldis Gusts, Vice-Chairman; Constantino Mihăilescu, Secretary; Dimitri Raikou (Bulgaria), Evald Talvari (Estonia), Juan Cikstas (Lithuania), Zbigniew Kulpinski (Poland) and Carlos Zvirgzdins (Latvia).

PARIS AND LONDON CHOOSE NEW CHAIRMEN

With the passing of Edvardas Turauskas and Tajar Zavalani, changes were made in the leadership of the ACEN delegations in Paris and London. Tsenko. Barev of Bulgaria succeeded Mr. Turauskas as Chairman of the ACEN delegation in Paris, and Grigore Constantinescu of Romania will serve as acting Chairman of the ACEN delegation in London.

REHAK IN STRASBOURG

Edmund Rehak, Director of the Paris Office of ACEN, attended the September session of the Consultative Assembly of the Council of Europe, meeting on September 23-30, in Strasbourg.

HUNGARY

LICENSES FOR ARTISANS

Because of acute dissatisfaction over the dearth of repair services in Hungary, the government will issue tradesmen's licenses to regularly employed skilled workers, such as locksmiths and carpenters, who want to take on repair jobs in their free time. In describing new plans for the Budapest area, Hetfoi Hitek (August 22) stressed that an applicant must get approval from the enterprise in which he is employed and must have a good work record. If a worker fails to perform his regular job properly after receiving a license, the enterprise management may withdraw approval. Prices charged for such repairs must be in accordance with the current scale.

Over the past eight years, the number of independent artisans in the country has dropped considerably. At the end of 1965 there were 70,431 registered artisans, as compared to 122,770 on December 31, 1957. In Budapest the decrease has been especially catastrophic. At the beginning of this year there were only 16,782 remaining artisans of the 29,410 registered in 1958, and about 40 percent of these were over 60 years old. The new regulations in effect legalize the time-honored practice of "moonlighting."

AMERICANS JAILED

Michael and John Savko, two American brothers from Van Nuys, California, were convicted of sedition and sentenced to three months in jail by a Budapest court on August 30. The brothers were arrested on June 30 for tampering with a poster depicting the US Air Force as "murderers of Vietnamese children." One of the boys admitted that he had changed the markings on the aircraft in the poster from US to USSR with a ballpoint pen. Summing up the case, the public prosecutor declared: "The poster was not anti-American, but rather anti-murderer." The Savko brothers said they were "very sorry" if they had in fact ever incited anyone by their act and that they had never intended to cause civil unrest. The court applied the two months they had already spent in jail to their sentence. They will be released at the end of September and expelled from the country. John, 25, is an insurance investigator and Michael, 23, is studying for the priesthood; the two set off from Rome in June for a vacation tour of Europe. [MTI, Aug. 30.]

HAEKKERUP PAYS VISIT

Danish Foreign Minister Per Haekkerup left Budapest on August 14 after five days of talks with Hungarian leaders ranging over major issues of world peace and European security. A joint communiqué issued at the end of the visit warned that further escalation of military action in Vietnam would aggravate the international situation and advocated a peaceful solution on the basis of the 1954 Geneva agreements—a standard clause in recent Danish-east European pronouncements. The communiqué further stated that a conference on European security would be useful if careful preparations set up a reasonable basis for positive results. Haekkerup and Hungarian Foreign Minister Janos Peter agreed on the necessity for expanding cooperation between European nations regardless of social and political systems and exchanged views on disarmament, a treaty banning underground nuclear tests, and the proliferation of nuclear weapons. Both sides also agreed to examine possibilities for closer bilateral cooperation in trade, technology and culture. Janos Peter accepted an invitation to visit Denmark.

Radio Budapest (August 15) expressed particular satisfaction with the Danish minister's press conference statement that his visit had changed his ideas about the Hungarian system. The broadcast also underscored Hungary's interest in expanding economic relations with Denmark: "Our trade relations, in particular, can be developed further. . . . Technical cooperation will make it possible to learn more about each other's industrial products."

MUFFLED DRUMS

While the Hungarian party leadership has made frequent reference to the forthcoming ninth party congress, it has, in contrast to previous years, made little effort to include the public in pre-congress activity. Guidelines for the congress and drafts of the new party statutes were approved at a Central Committee plenum on July 28 but had still not been published in the press by the end of August. Instead, the documents were distributed directly to party organizations. Moreover, the party organizations have invited no non-party people to their pre-congress meetings. Much was made of such invitations before the eighth congress in 1962, the party claiming that it was throwing open the windows for democratic participation.

LA CONFERENCE DE G. PELLA

Je voudrais encore vous dire dans cette brève introduction que nous ne sommes guère surpris des ombres qui apparaissent parmi les rayons de lumières de votre économie: ce sont les ombres que nous avons connues, et qu'en large partie nous connaissons toujours en Italie.

Les difficultés

En premier lieu, les difficultés de servir et de concilier les exigences de l'expansion économique avec la nécessité de défendre la stabilité monétaire (c'est-à-dire la stabilité des prix) et l'équilibre de la balance des paiements. Votre remarquable expansion économique n'a pas été sans une augmentation des prix qui pourrait être dangereuse si elle devait continuer à l'infini: mais il me semble que le phénomène est en train de s'améliorer sensiblement. Vous éprouvez également les préoccupations découlant d'une balance des paiements déficitaire: mais la récente étude de l'O.C.D.E. concernant la situation économique de l'Espagne en 1965 conclut que même dans l'hypothèse d'une augmentation substantielle du déficit des opérations courantes cette année, si les entrées des capitaux étaient du même ordre que dans les années passées, le déficit global resterait largement dans la limite des possibilités de financement que laisse le niveau des réserves de change. Je voudrais ajouter que l'effort visant à développer les recettes du tourisme de l'étranger représente une indication très intelligente et opportune, même si quelque concurrence a existé, existe et existera entre nos deux Pays à cet égard.

Vous connaissez et nous connaissons la dépression de certains secteurs dans le cadre de l'économie générale. Tandis que l'industrie et les activités tertiaires (services) offrent aux travailleurs en général des conditions de vie meilleures, l'agriculture, (que j'appelle « la grande malade ») qui absorbe — en Italie — à peu près 30% de la population active, ne participe que pour 20% à la répartition du produit national. C'est là un déséquilibre que depuis longtemps nous cherchons à réduire et qui, d'après le recensement de 1960 (je ne possède pas des données plus récentes) chez vous existait et je pense existe dans une mesure encore

plus marquée, puisque votre agriculture absorbait 42% de la main d'oeuvre, contre une participation de 19% au revenu national. Nous sommes convaincus qu'un accroissement des revenus monétaires des effectifs de l'agriculture est nécessaire pour augmenter à long et à moyen terme le pouvoir d'achat, du secteur agricole, en biens de consommation et d'équipements, et en services dans les secteurs industriel et tertiaire.

Orientation de l'économie

Les considérations que je viens d'évoquer étaient nécessaires, à mon avis, pour poser, et répondre à la question suivante: dans quelle direction une politique d'expansion économique sans inflation doit-elle marcher aujourd'hui?

L'expérience de mon Pays à cet égard a été probante: l'on doit adopter une économie ouverte, largement ouverte, vers le reste du monde.

Nous avons commencé en 1948 avec la O.E.C.E. (dix-huit Pays) qui est devenue maintenant l'O.C.D.E. et qui compte heureusement l'Espagne parmi ses membres. Cette organisation a atteint plusieurs buts, mais notamment deux d'entre eux, nous intéressent à savoir:

- la libération progressive des échanges;
- la transférabilité (avec l'U.P.E.) mensuelle des soldes actifs et passifs des Pays participants et leur compensation par l'entremise de la Banque des Règlements Internationaux de Bâle, commencement de la convertibilité ultérieure des monnaies.

Lorsque le Gouvernement italien a nettement choisi la politique de l'économie ouverte, devenant de ce fait, au sein de l'O.E.C.E., un élément de propulsion vers la libération des échanges, c'est-à-dire de l'abolition des restrictions quantitatives et des différents contingents, les secteurs protégés, déchaînaient une grande polémique contre le Gouvernement. On pronostiquait la mort de beaucoup de productions qui seraient les victimes de la concurrence des autres Pays; l'augmentation du chômage; le bouleversement dramatique de la Balance des paiements; la disparition des très faibles réserves en or et en devises; enfin l'effondrement de la stabilité monétaire.

La réalité a montré exactement l'inverse.

Les échanges ont augmenté; la production et l'emploi se sont accrues, une plus large importation de biens à équilibré la demande croissante à l'intérieur, freinant l'augmentation des prix; la concurrence des producteurs étrangers, obligeant mes compatriotes à rationaliser, à sortir d'une situation quelque peu paresseuse, les a rendus compétitifs sur les marchés internationaux et a fait augmenter les exploitations, ce qui a abouti à l'équilibre de la balance des paiements et à l'augmentation des réserves. L'autarchie est créatrice de décadence, de pauvreté, de misère; l'élan libérateur détermine une richesse croissante, même dans un Pays comme l'Italie, sorti de la guerre avec ses ressources réduites à 50%, avec des réserves en or et en devises pratiquement inexistantes, avec les dépôts des banques et les autres formes d'épargne monétaire complètement pulvérisés.

Coopération et intégration européennes

Il y a dix ans, à l'occasion du Congrès International de « Pax Christi » à Valladolid j'étais rapporteur sur le thème de la coopération et de l'intégration européenne. A cette occasion, là j'ai rencontré à Madrid quelques amis, qui ont voulu me faire part de leurs perplexités au sujet de l'opportunité et la possibilité pour l'Espagne de participer à l'O.E.C.E., en considération des risques que courrait l'économie espagnole à cause de la libération. Je me suis permis de les encourager vivement à oser, puisque la bonne route était dans la direction de la liberté des échanges.

Heureusement, votre Pays fait partie de l'organisation depuis quelques années et lui donne son apport remarquable de coopération. Evidemment, il serait mieux de marcher rapidement et largement dans l'intégration. Mais tant que certaines difficultés à l'égard de la reprise du développement de la formule de l'intégration (je pense aux bords de la Seine) ne seront pas surmontées, la formule d'une coopération très étroite demeure essentielle: non pas comme but final (puisque le but final est l'intégration, aujourd'hui économique et demain politique), mais comme une étape intermédiaire.

Intégration, c'est-à-dire Marché Commun, qui n'est ni une zone de libre-échange, ni une simple union douanière: mais l'engagement d'harmoniser et d'intégrer les économies respectives. Je ne répéterai pas ici les raisons qui ont poussé les Six Pays à signer les Traités de Rome en 1957. Ou l'Europe aboutira à une véritable unité, l'Europe mettrait en commun même une partie des

pouvoirs souverains des différents Etats, au début sur le plan économique, ou bien, malheureusement, les économies européennes seront submergées par les deux grandes économies du monde actuel.

L'Italie ne considère pas le Marché Commun comme une citadelle close, protégée à l'extérieur: ce serait une erreur et cela reviendrait à renoncer à la philosophie de la liberté économique harmonisée qui est à la base de la fondation du Marché Commun.

C'est pour cette raison que, dans la pensée italienne, le Marché Commun doit ouvrir les portes à des liaisons plus étroites avec les zones du reste du monde, qui désirent renforcer leur courants d'échange avec les Six. Je disais, il y a quelques années — mais il me semble que la déclaration du Ministre des Affaires étrangères du temps est encore valable — que tout ce qui signifie renforcer les possibilités d'échange des Pays tiers vers le Marché Commun appartient à la pensée italienne; tout ce qui pourrait signifier une orientation dans un sens opposé n'appartient pas à la pensée politique responsable italienne.

Mais il ne s'agit pas seulement de tonifier les courants d'échange: le problème se pose de plus en plus sous le profil de l'élargissement de la zone des Six, soit par la formule de l'association, soit en termes d'adhésion au Marché Commun comme membre à part entière, avec toutes les obligations, les droits, les responsabilités qui découlent des Traités de Rome.

Vous savez que mon Gouvernement a toujours considéré avec une grande largeur d'esprit l'association de plusieurs Pays; vous savez aussi que l'Italie est favorable à l'entrée « *plenis jure* » du Royaume Uni et d'autres Pays, à certaines conditions qui ne sont pas encore remplies.

Je voudrais souhaiter que l'entrée de l'Espagne ne soit pas trop éloignée dans l'avenir. Je n'ignore pas que certaines négociations sous le profil technique sont nécessaires et présentent des difficultés qui — si délicates soient-elles — ne sont pas insurmontables. Mais je pense à certaines considérations d'ordre politique intérieur qui font obstacle à l'entrée de l'Espagne. Il s'agit de considérations, à mon avis, indépendamment de leur validité, insuffisantes à empêcher le renforcement de la solidarité européenne. Je pense que chaque Pays pourrait entrer dans la Communauté Economique Européenne, à une condition; que l'élargissement de la zone communautaire ne se traduise pas par une restriction du degré de supranationalité acquise par les Traités de Rome, et que l'on accepte, en principe, la nécessité de faire évoluer, lorsque ce sera possible, dans l'avenir, l'intégration économique vers l'intégration politique.

LA SITUATION DE L'ESPAGNE. . .

vue par son ministre de l'économie

UN INTERVIEW DE M. LOPEZ RODO

On sait que M. Laureano Lopez Rodó, commissaire espagnol au plan de développement a mis en marche le projet le plus ambitieux de l'économie espagnole, avec un premier plan qui sera suivi d'un second dont l'entrée en vigueur est prévue pour 1968. L'un et l'autre regardent vers l'Europe en attente de la réponse du Marché Commun. Le Commissariat au plan a été élevé à la catégorie de ministère et le ministre Laureano Lopez Rodó a précisé récemment son oeuvre dans une interview accordée fin décembre au quotidien français *Le Monde*. Il nous paraît intéressant de publier ci-dessous quelques extraits de ces déclarations qui commentent éloquemment la conférence de M. Giuseppe Pella.

L'influence du plan sur l'Economie espagnole

— *L'économie espagnole a connu ces dernières années un vigoureux rythme de croissance, supérieur à celui qui était prévu. Le plan prévoyait une augmentation annuelle du revenu national de 6% exprimée en termes réels, c'est-à-dire après avoir fait les corrections dues aux mouvements des prix. Or, l'augmentation enregistrée en 1964 a été de 6,7% et celle de 1965 de 8,2%. Au cours de 1966, le rythme de croissance du revenu national s'est maintenu dans toute son intensité, et on peut donc déjà assurer qu'il sera supérieur au pourcentage prévu. L'Espagnol moyen a bénéficié d'une notable augmentation de son niveau de vie, ce qui s'est traduit immédiatement par un accès massif aux biens supérieurs de consommation.*

Marché Commun et développement espagnol

Le développement espagnol se poursuivra même si aucun accord avec le Marché commun n'est signé, mais son intensité et son caractère seront dis-

tincts dans un cas ou dans l'autre. Plus l'incorporation de l'Espagne à l'économie européenne sera intime, plus grands seront les avantages découlant de la spécialité et de la production à grande échelle et plus rapide sera la croissance. D'autre part, le développement des divers secteurs variera avec l'ampleur des liens entre l'Espagne et le Marché commun: plus ceux-ci seront étroits, plus grande sera l'importance prise par les secteurs d'exportation.

Le retard dans la décision de la C.E.E. est nuisible

« *Mais il faut attirer l'attention sur l'incertitude que le retard dans la décision de la C.E.E. à l'égard de la pétition espagnole introduit dans les perspectives industrielles de notre pays. Il faut aussi rappeler que l'orientation de l'économie espagnole, qui a débuté en 1959 et qui a multiplié par cinq les exportations de l'Espagne vers les Six (300 millions de dollars en 1959 contre 1.500 millions en 1965), a comme issue logique l'intégration de notre système économique à celui de la Communauté. Si l'on ne prévoyait pas cette intégration il deviendrait très difficile à la longue de poursuivre une politique qui, ces derniers temps, a été marquée par un déficit croissant de notre balance commerciale et de notre balance des paiements.* »

Intégration nécessaire même si progressive

— *Le rapport rédigé par la commission du Marché commun sur ses conversations avec l'Espagne reconnaît que l'objectif souhaitable, tant pour mon pays que pour la C.E.E., est l'adoption d'une intégration progressive. Le rapport propose que le conseil des ministres de la Communauté donne son autorisation pour étudier et négocier sur ces possibilités avec l'Espagne. On pré-*

voit deux solutions possibles auxquelles ces négociations peuvent conduire, mais, et j'insiste sur ce point, ces solutions seraient l'une et l'autre des voies pour atteindre un objectif identique: l'intégration.

Le gouvernement espagnol a déclaré à plusieurs reprises que la formule d'un traité de commerce avec le Mar-

ché commun lui semble insuffisante. Son désir est d'obtenir une intégration entière ou presque entière. Nous voulons avoir devant nous tout le temps qu'il faut pour que notre économie, tout comme celle de la C.E.E., puisse faire les mises au point nécessaires. Je crois que, à ce sujet, les intérêts de l'Espagne et ceux du Marché commun coïncident parfaitement.

Les différences politiques ne sont pas un obstacle

— Ces différences ne devraient pas constituer un obstacle. La loi organique de l'Etat nous aligne sur l'Europe. Il est difficile de dire si la différence entre la nouvelle loi constitutionnelle adoptée par le référendum du 14 décembre et la Constitution française est plus grande ou moins grande que la différence existant entre cette dernière et la Constitution italienne. Au sein du Marché commun coexistent des Constitutions monarchistes et républi-

caines, la Constitution unitaire française et la Constitution fédérale allemande, le présidentielisme français et le parlementarisme allemand. Tout ceci montre qu'aujourd'hui le réalisme s'impose, chaque pays tente de trouver sa propre formule, et c'est la raison pour laquelle se produisent des processus d'intégration économique entre des pays ayant des systèmes politiques différents ».

UN ACCORD « TELESCOPIQUE » AVEC LES SIX DU MCE

L'information publiée récemment par le « New York Times », selon laquelle la Communauté économique européenne aurait « fermé ses portes » à l'Espagne, est qualifiée à Bruxelles d'« interprétation exagérée ».

Le quotidien américain affirme, en effet, que le rapport, encore secret, sur ce sujet, préparé par la Commission européenne, rejette la demande de l'Espagne de s'associer étroitement au Marché commun.

Dans les milieux proches de la C.E.E., on souligne que la

question a été renvoyée au Conseil ministériel qui doit se tenir en février à Bruxelles et qu'aucune solution n'a encore été exclue.

En fait, les « Six » proposent probablement au gouvernement de Madrid de négocier un accord « télescopique » qui se traduira matériellement par un simple accord commercial. La physiologie finale de l'arrangement ne serait pas définie précisément dès la signature, mais les étapes successives, en se déboîtant les unes des autres, permettraient d'en élargir la portée.

La commission a imaginé un

système qui a déjà l'allure d'un compromis politique. Deux phases sont prévues.

— La première durerait trois ou quatre ans et serait fondée sur des contingents industriels d'importation à droits réduits (avec un petit secteur de préférences agricoles);

— La seconde phase, après accord entre les « Six » et entre ceux-ci et l'Espagne, ressemblerait fort à une association classique, prévoyant un désarmement tarifaire et un tarif extérieur commun.

Cette solution permettrait de ne pas hypothéquer l'avenir.

LES PROGRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Nous empruntons au quotidien français, FIGARO, ce bilan des progrès de la Communauté dressé par l'un des meilleurs chroniqueurs de l'histoire européiste, Jean Lecerf.

Si l'on compare la situation de la Communauté européenne au 1er janvier et à la fin décembre de cette année, le progrès est énorme. Lorsque commença 1966, il y avait six mois que la France refusait de prendre part aux conseils des ministres et aux réunions intérieures de la Communauté. Elle bloquait tout parce que ses partenaires n'avaient pas voulu, en juin 1965, adopter à l'heure dite le règlement sur les problèmes financiers de la politique agricole commune sans l'assortir de conditions politiques.

La reprise fut décidée à Luxembourg dans les derniers jours de janvier. Les six pays se sont mis d'accord pour reprendre les travaux communautaires après avoir établi un calendrier et un catalogue précisant les rôles respectifs de la commission européenne et des Etats-membres. La France, dans une déclaration unilatérale, promettait son appui à celui de ses partenaires qui se trouverait menacé d'être mis en minorité sur un point essentiel par un vote majoritaire. C'était faire échec à une clause importante du traité de Rome: elle prévoit qu'une part croissante des décisions peut être prise à la majorité.

* * *

En février, la reprise devint effective. En avril, les ministres donnèrent à la commission européenne le mandat nécessaire à une reprise de la négociation Kennedy qui se déroule à Genève et à laquelle les partenaires de la France tiennent beaucoup.

* * *

En mai, un « marathon » mettait au point le financement de la politique agricole commune mais ne l'adoptait que sous réserve d'un accord avec un certain nombre d'autres règlements: fruits et légumes, sucre, matières grasses, fixation de prix uniques européens des produits laitiers, de la viande de bœuf, du riz, du sucre.

Le 24 juillet cela fut acquis et tout l'essentiel des mécanismes de la politique agricole commune fut désormais en état de fonctionner. C'était un succès considérable.

* * *

En même temps, il était décidé de supprimer 5 % des droits de douane le 1er juillet prochain et les 15 % qui resteront alors un an plus tard. Ce sera l'union économique. En contre-partie, une question restait litigieuse. L'an dernier, il a été décidé de confier les pouvoirs exercés par les commissions des marchés communs, de l'Euratom et la Haute Autorité de la Communauté Charbon Acier à une Commission unique. Mais l'accord sur les hommes se fait encore attendre.

La France surtout souhaite qu'on en revienne à des présidences tournantes: deux ans, quatre ans au plus. Par conséquent, il serait mis fin au mandat de M. Hallstein qui dure depuis début 1958. Faute de cet accord, cette *fusion des exécutifs*, objet d'un traité désormais ratifié par six parlements, a été retardée.

L'automne fut peu actif à cause des crises ministérielles hollandaise et allemande. En revanche, la fin de l'année a été très positive. Le premier plan européen a été virtuellement adopté ainsi qu'un texte de coordinations des politiques de conjoncture. De longs débats ont permis de préparer une offre complémentaire en matière d'agriculture pour hâter la négociation Kennedy. L'harmonisation des fiscalités et la préparation d'une véritable union économique, contrepartie nécessaire de l'ouverture des frontières le 1er juillet 1968, se préparent.

MARCHE LIBRE

pour les produits industriels de l'A.E.L.E.

Le 1^{er} janvier 1967, les sept membres à part entière de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) — l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse — abolissent les derniers vestiges (20%) des droits de douane sur les produits industriels qui font l'objet de leurs échanges. Les premières mesures de désarmement tarifaire avaient commencé le 1^{er} juillet 1960.

Un marché libre pour ces produits, qui englobera plus de cent millions de consommateurs, naîtra ainsi trois ans avant la date prévue à cet effet par la convention de Stockholm. La Finlande, membre associé, qui s'est attelée au processus de démantèlement tarifaire un an plus tard, ramènera ces droits de 20 à 10%, les derniers 10% devant être supprimés à la fin de 1967. La plupart des produits agricoles restent en dehors de cette opération, on le sait, en vertu de la convention de Stockholm. Leur cas résulte d'accords bilatéraux.

Mais la division demeure en Europe

Toutefois, M. Gunnar Lange, ministre suédois du commerce, qui doit assumer à partir du 1^{er} janvier la présidence de l'A.E.L.E., a fait une longue déclaration dans laquelle il précise notamment: «Tous cela nous incite à nous réjouir sans aucun doute, mais aussi à réfléchir. Serions-nous arrivés au bout de nos peines? Je dois, à regret, admettre que nous en sommes encore bien loin. *La division demeure en Europe* et elle constitue un grand problème qui nous affecte tous. Cette division est un sujet de grande préoccupation pour l'A.E.L.E., mais je suis convaincu qu'elle occupe dans l'esprit des gouvernements et de l'opinion publique des pays de la C.E.E. une place importante. On est en droit de penser qu'il existe dans les deux camps un réel désir de réunir les pays de l'A.E.L.E. et de la C.E.E.

» Si l'on considère séparément l'une et l'autre, il faut reconnaître que la C.E.E. exerce une attraction plus forte sur les pays de l'A.E.L.E. que ceux-ci sur la C.E.E. Il est bien naturel qu'il en soit ainsi, notamment pour des raisons géographiques, les territoires des pays de la C.E.E. étant voisins les uns des autres. Leurs économies sont plus étroitement intégrées et leur coopération plus vaste. Ces faits toutefois ne devraient pas faire croire à tort que la contribution des pays de l'A.E.L.E. à l'abolition des barrières douanières n'a qu'une importance mineure ».

Le nouveau président conclut: « Nous sommes encore loin de notre ultime objectif: le marché européen unique. Nous n'épargnerons aucun effort pour atteindre ce but. »

LE PRIX

Robert Schuman

à

M. Jean Monnet



Le professeur Edmund Gassner, recteur de l'université de Bonn, a remis le 8 décembre à M. Jean Monnet, premier président de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) et l'un des principaux promoteurs de l'idée européenne, le Prix Robert-Schuman décerné pour la première fois. Cette récompense, assortie d'un prix en espèces de 25.000 DM, est offerte par la Fondation «F.V.S.» de Hambourg. Elle est destinée à honorer une oeuvre ou une action de valeur en faveur de l'unité européenne.

Le diplôme présente M. Jean Monnet comme le compagnon et l'héritier spirituel de Robert Schuman qui prit toujours énergiquement et inlassablement fait et cause pour la pensée et l'action européenne, pour l'élimination des antagonismes nationaux et la garantie de la paix.

Dans son allocution, le recteur Gassner fit l'éloge du grand Européen que fut Robert Schuman et dont le prix est destiné à perpétuer la mémoire. Il évoqua les années décisives de l'après-guerre, indissociables de l'idée du « plan Schuman » qui, comme l'action de l'ancien homme d'Etat en faveur de la réconciliation et de la solidarité, est entrée dans l'Histoire.

A travers l'Europe et le monde

minimum

Enfantillages anglo-saxons

Les Mémoires de lord Moran, médecin de Winston Churchill ne nous donnent pas une très haute idée du « génie » et du caractère de son malade.

Mais on sait que les mémorialistes ont parfois tendance à se substituer aux personnages dont ils parlent; en tout cas ceux-ci sont vus et interprétés par eux, et ces témoignages sont toujours sujets à caution. Plus dignes d'attention sont les documents historiques. Or, une centaine de documents diplomatiques datant de 1944, publiés récemment par le Département d'Etat américain dans un volume de 1500 pages, jettent une lumière singulière sur la puérité de pensée et de langage de deux des trois 'Grands' de Jalta, Roosevelt et Churchill. Le Président américain, évidemment convaincu qu'il était devenu depuis longtemps une « grande personne » semblait considérer les européens comme des enfants terribles qu'en bon papa il entendait ramener à la raison. Voici comment il entendait châtier les vilains Allemands...



« Je ne désire pas que les Allemands meurent de faim.. »

Parmi les documents dont nous parlons plus haut se trouve un mémorandum dans lequel Roosevelt, s'adressant au secrétaire de la guerre, critique un manuel publié par le Pentagone sur ce sujet. Et il écrit:

« Il me donne l'impression que l'Allemagne doit être restaurée juste autant que la Hollande et la Belgique. Il est de la plus haute importance que chaque personne en Allemagne comprenne, cette fois, que l'Allemagne est une nation vaincue. »

» Je ne désire pas que les Allemands meurent de faim mais, par exemple, s'ils ont besoin de plus de nourriture qu'ils n'en disposent pour vivre, qu'ils aillent trois fois par jour manger la soupe aux roulantes de l'armée. Cela les maintiendra en parfaite santé et ils se rappelleront cette expérience toute leur vie.

» Ils doivent être tellement pénétrés du fait qu'ils sont une nation vaincue, collectivement et individuellement, qu'ils hésiteront à déclencher une nouvelle guerre.»

Magnanime, l'ONU ne détruira pas le peuple allemand

Le Président expose ensuite ses vues d'avenir. Il écrit aux chefs d'Etat-Major: *« La mentalité allemande ne peut être changée par un décret — dit-il avec une rare profondeur de pénétration — par une loi ou un ordre militaire. Le changement de la mentalité allemande doit être révolutionnaire et peut demander deux générations — continue-t-il, malgré tout optimiste —. Aussi « les Nations Unies sont-elles résolues à administrer une défaite totale à l'Allemagne » mais « elles n'ont pas l'intention de détruire le peuple allemand. »*

Admirable générosité!

La France, « bébé » de Churchill

Dans une lettre adressée à Winston Churchill, en 1944, le ton devient de plus en plus paternel, mais cette fois il ne s'agit plus de châtier mais

Jean Monnet

Le recteur rendit également hommage à l'oeuvre de M. Jean Monnet, lui-même ami du défunt Robert Schuman et partisan indéfectible de l'Europe unie. Il souligna que Jean Monnet avait su comprendre, après les tragédies de deux guerres, que l'entente entre les nations ne pourrait être assurée que par leur acceptation de règlements et d'institutions communes pourvues de pleins pouvoirs réels.

Dans son allocution, M.

Jean Monnet développa son projet à long terme sur la création d'Etats-Unis d'Europe dont les principes fondamentaux seraient adaptés à l'actuelle situation mondiale. Il considéra que le problème majeur pour l'avenir de l'Europe était l'avenir de l'Allemagne. Il souligna que seule la fin de la division allemande pourrait permettre la création d'une communauté européenne garantissant stabilité, sécurité et paix à ses membres et à l'ensemble de l'Occident et de l'Orient.

d'aider à une croissance difficile. Il écrit:

« Je ne suis absolument pas disposé à faire la police en France et, éventuellement, en Italie et dans les Balkans. Après tout la France est votre bébé et demandera beaucoup de soins afin de l'amener au point qu'elle puisse marcher toute seule. »

Heureusement, on a vu que les Etats-Unis savent, eux, marcher tout seuls; mais on regrette qu'ils ne soient pas meilleurs professeurs et ne sachent pas inculquer au monde, avec assez d'autorité ou de persuasion, les sages principes qui leur ont si bien réussi...

Une paternité désavouée

Cependant le découragement prend le père, devant ces enfants qui ont décidément la tête trop dure: il ne reconnaît pas son sang dans ces races dégénérées, il tenterait volontiers une action en désaveu de paternité et, de guerre lasse, confie à Churchill le soin d'éduquer ceux qui sont ses propres enfants, à lui, et qui pourront un jour soutenir sa vieillesse. Sévère encore, mais sage et un peu attendri par les bons sentiments dont son coeur est plein, il conseille au véritable et malheureux père:

« ...comme je l'ai suggéré auparavant, je désavoue la paternité de la Belgique, de la France et de l'Italie et proteste contre elle. Vous devez réellement élever et discipliner vos propres enfants. Etant donné le fait qu'ils pourront être votre rempart dans les jours futurs... vous devriez au moins payer maintenant leur éducation. »

Comme on comprend que dans sa fougue juvénile, cet enfant terrible de de Gaulle se soit révolté contre la bonne éducation que d'aussi sages parents voulaient donner à une progéniture arriérée.

La liberté coûte cher



La population indienne augmente tous les ans de 12 millions d'habitants: elle se monte actuellement à 500 millions d'âmes. Pour nourrir tout ce monde la production de céréales qui oscille entre 70 et 80 millions de tonnes doit être complétée par des importations de plus en plus difficiles. Les Etats-Unis, principaux fournisseurs, fomulent des objections pour l'avenir: Mme Gandhi les gêne en désapprouvant leur politique asiatique au Vietnam.

Pour être indépendants et libres, il ne faut pas avoir besoin des autres: une vérité lapalissienne dont l'amertume n'a pas cessé de tourmenter les philosophes, les moralistes et les peuples pauvres.

Coopération technologique

En décembre dernier, le conseil atlantique a adopté la résolution suivante sur la coopération technologique internationale:

« Le conseil de l'Atlantique-nord:

» Reconnaissant la nécessité de continuer à promouvoir la coopération économique dans l'esprit de l'article 2 du traité de l'Atlantique-nord.

» Ayant pris note des propositions des 5 octobre et 7 décembre 1966 soumises par

le gouvernement de l'Italie, des observations complémentaires présentées au conseil par le ministre des affaires étrangères de l'Italie et des déclarations faites par d'autres ministres au cours des débats.

» Convaincu qu'il est important de prendre en considération les propositions de l'Italie afin que des mesures puissent être appliquées le plus rapidement possible en vue de donner un nouvel élan à la coopération internationale dans le domaine technologique et d'envisager toute autre mesure de nature à contribuer au relèvement du niveau général des réalisations scientifiques et technologiques.

» Recommande que le conseil permanent étudie la procédure selon laquelle la proposition de l'Italie pourrait continuer à être examinée et pourrait être mise en œuvre et soumette un rapport contenant ses conclusions lors de la session ministérielle du printemps. »

Accord européen sur les brevets

L'accord européen du Conseil de l'Europe sur une classification internationale des brevets, qui, grâce à une nomenclature unique, doit simplifier le contrôle et l'examen des demandes de brevets, a été signé par 13 Etats.

Eurobus

Le trafic par « Eurobus » jusqu'à Budapest va s'ouvrir prochainement, la Hongrie étant le premier pays du Bloc oriental ayant adhéré au service international d'« Eurobus » organisé par les administrations européennes des chemins de fer. Ce trafic sera

assuré entre Francfort, Prague et Budapest et entre Francfort, Vienne et Budapest.

Les six Ecoles européennes

qui fonctionnent actuellement au Luxembourg, dans les Pays-Bas, en Belgique et en Italie, comptent pour le moment 6.000 élèves. La première Ecole européenne d'Allemagne s'installera à Karlsruhe.

Le dictionnaire de poche,

en sept langues, du Conseil de l'Europe consacré au vocabulaire technique du cinéma fait l'objet d'une remise à jour. Le Comité cinématographique du Conseil de l'Europe produira également, en coopération avec 20 pays, des documentaires sur la physique.

L'ennuyeux M. Podgorny

A la TV italienne on a pu voir M. Podgorny et S. S. Paul VI réunis pour une audience d'une heure: événement sensationnel, pour la première fois un chef d'Etat soviétique se trouvait en présence d'un Souverain Pontife. On pourrait imaginer les propos qu'ils ont échangé, même s'ils avaient été tenus secrets. Les positions spirituelles de l'un et l'autre sont à tel point antagonistes qu'il n'y a pas à espérer ou craindre contaminations ou complots. Mais si la diplomatie et l'esprit apostolique ont dicté des paroles qui ne pouvaient rien nous apprendre, le comportement, l'attitude physique ont révélé davantage. Paul VI, plus que jamais fut égal à lui-même, calme et souverain, pla-



nant au-dessus des passions qu'il a pour mission de purifier ici-bas, pénétré du respect et de l'onction que le vicaire du Christ doit témoigner à toute créature, image de son créateur jusque dans l'erreur où elle s'est égarée; mais M. Podgorny qui n'était pas soutenu par un sentiment aussi haut de la dignité humaine avait l'air, comme un enfant coupable de combattre à grand peine un pénible complexe de culpabilité; le regard ingénument confus où sommeillait l'éclair de malice sournoise du petit gars qui veut crâner, les épaules imperceptiblement courbées sous le poids de la semonce qu'il faut bien encaisser, il paraissait si désarmé et si inoffensif qu'il aurait pu enfin, s'il en eût été capable, é-

veiller un éclair de sympathie apitoyée chez ses hôtes italiens.

Mais il n'en fut rien. M. Podgorny n'a pas su plaire ni à Rome, ni à Naples où il été l'objet de quelques démonstrations discrètement hostiles, ni ailleurs dans la péninsule. Ce n'est pas que les Italiens soient particulièrement anti-communistes. Mais ce peuple, auquel des siècles de civilisation ont si finement aiguisé l'esprit et les sens, aiment les hommes étonnants. Et M. Podgorny, digne représentant des masses collectivistes, aussi ennuyeux que la propagande, aussi gris que son éloquence matérialiste, aussi terre à terre que sa prudente mission de rapprochement opportuniste a découragé les marxistes méditerranéens les plus convaincus.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVENT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

ant collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.